



Treaty Series No. 47 (1972)

Amendment

to the Convention on the Valuation of
Goods for Customs Purposes done at
Brussels on 15 December 1950

Recommended by the Customs Co-operation Council on
7 June 1967

[The United Kingdom notification of acceptance was deposited on 30 November 1967
and the Amendment entered into force on 18 April 1972]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
May 1972*

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

10½p net

RECOMMANDATION
DU 7 JUIN 1967 DU CONSEIL DE COOPERATION
DOUANIÈRE CONCERNANT L'AMENDEMENT DE LA
CONVENTION SUR LA VALEUR DES MARCHANDISES

Le Conseil de Cooperation Douanière,

Vu les Articles V, VI (e), VIII et XVIII de la Convention du 15 décembre 1950 sur la Valeur en douane des marchandises,

Considérant qu'il y a lieu d'amender la Définition de la Valeur en douane et les Notes Interprétatives de la Définition de la Valeur en douane contenues respectivement dans les Annexes I et II à ladite Convention,

Sur la proposition du Comité de la Valeur,

Recommande aux Parties Contractantes de remplacer les Annexes I et II de la Convention sur la Valeur en douane des marchandises par les textes ci-après :

ANNEXE I

Définition de la Valeur en Douane

ARTICLE I

(1) Pour l'application des droits de douane ad valorem, la valeur des marchandises importées pour la mise à la consommation est le prix normal, c'est-à-dire le prix réputé pouvoir être fait pour ces marchandises, au moment où les droits de douane deviennent exigibles, lors d'une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence entre un acheteur et un vendeur indépendants l'un de l'autre.

(2) Le prix normal des marchandises importées est déterminé en supposant que :

- (a) les marchandises sont livrées à l'acheteur au port ou au lieu d'introduction dans le pays d'importation;
- (b) le vendeur supporte tous les frais se rapportant à la vente et à la livraison des marchandises au port ou lieu d'introduction, ces frais étant, dès lors, compris dans le prix normal;
- (c) l'acheteur supporte les droits et taxes exigibles dans le pays d'importation, ces droits et taxes étant, dès lors, exclus du prix normal.

ARTICLE II

Une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence entre un acheteur et un vendeur indépendants l'un de l'autre est une vente dans laquelle notamment :

RECOMMENDATION
OF THE CUSTOMS CO-OPERATION COUNCIL CONCERNING
THE AMENDMENT OF THE CONVENTION ON THE VALUATION
OF GOODS FOR CUSTOMS PURPOSES (7 JUNE 1967)

The Customs Co-operation Council,

Having regard to Articles V, VI (e), VIII and XVIII of the Convention of 15th December 1950 on the Valuation of Goods for Customs Purposes,⁽¹⁾

Considering that it is necessary to amend the Definition of Value and the Interpretative Notes to the Definition of Value, set out respectively in Annexes I and II to the said Convention,

In accordance with a proposal of the Valuation Committee,

Recommends Contracting Parties to replace Annexes I and II of the Convention on the Valuation of Goods for Customs Purposes by the following texts:⁽²⁾

ANNEX I

Definition of Value

ARTICLE I

(1) For the purposes of levying *ad valorem* duties of customs, the value of any goods imported for home use shall be taken to be the normal price, that is to say, the price which they would fetch at the time when the duty becomes payable on a sale in the open market between a buyer and a seller independent of each other.

(2) The normal price of any imported goods shall be determined on the following assumptions:

- (a) that the goods are delivered to the buyer at the port or place of introduction into the country of importation;
- (b) that the seller bears all costs, charges and expenses incidental to the sale and to the delivery of the goods at the port or place of introduction, which are hence included in the normal price;
- (c) that the buyer bears any duties or taxes applicable in the country of importation, which are hence not included in the normal price.

ARTICLE II

(1) A sale in the open market between a buyer and a seller independent of each other pre-supposes:

⁽¹⁾ Treaty Series No. 49 (1954), Cmd. 9233.

⁽²⁾ In accordance with Article XVIII (c) of the Convention, the amendment entered into force on 18 April 1972 (see list of acceptances on page 10).

- (a) le paiement du prix des marchandises constitue la seule prestation effective de l'acheteur;
- (b) le prix convenu n'est pas influencé par des relations commerciales, financières ou autres, contractuelles ou non, qui pourraient exister en dehors de celles créées par la vente elle-même entre, d'une part, le vendeur ou une personne physique ou morale associée en affaires au vendeur et, d'autre part, l'acheteur ou une personne physique ou morale associée en affaires à l'acheteur;
- (c) aucune partie du produit provenant des reventes ou d'autres actes de disposition ou encore de l'utilisation dont les marchandises feraient ultérieurement l'objet ne reviendra, directement ou indirectement, au vendeur ou à toute autre personne physique ou morale associée en affaires au vendeur.

(2) Deux personnes sont considérées comme associées en affaires si l'une d'elle possède un intérêt quelconque dans les affaires ou les biens de l'autre ou si elles possèdent toutes les deux un intérêt commun dans des affaires ou des biens ou si encore une tierce personne possède un intérêt dans les affaires ou les biens de chacune d'elles, que ces intérêts soient directs ou indirects.

ARTICLE III

Lorsque les marchandises à évaluer

- (a) sont fabriquées d'après un brevet d'invention ou font l'objet d'un dessin ou d'une modèlè protégés,
- (b) ou sont importées sous une marque de fabrique ou de commerce étrangère,
- (c) ou sont importées pour faire l'objet soit d'une vente ou d'un autre acte de disposition sous une marque de fabrique ou de commerce étrangère, soit d'une utilisation sous une telle marque,

la détermination du prix normal se fera en considérant que celui-ci comprend la valeur du droit d'utiliser, pour lesdites marchandises, le brevet, le dessin ou le modèlè, ou la marque de fabrique ou de commerce.

ANNEXE II

Notes Interprétatives de la Définition de la Valeur en Douane

Addendum à l'Article I

Note 1

Le moment visé à l'Article I, paragraphe (1), sera déterminé conformément à la législation de chaque pays et pourra être, par exemple, celui du dépôt régulier ou de l'enregistrement de la déclaration des marchandises pour la mise à la consommation, celui du paiement des droits de douane ou celui de la mainlevée des marchandises.

- (a) that the price is the sole consideration;
- (b) that the price is not influenced by any commercial, financial or other relationship, whether by contract or otherwise, between the seller or any person associated in business with him and the buyer or any person associated in business with him, other than the relationship created by the sale itself;
- (c) that no part of the proceeds of any subsequent resale, other disposal or use of the goods will accrue, either directly or indirectly to the seller or any person associated in business with him.

(2) Two persons shall be deemed to be associated in business with one another if, whether directly or indirectly, either of them has any interest in the business or property of the other or both have a common interest in any business or property or some third person has an interest in the business or property of both of them.

ARTICLE III

When the goods to be valued

- (a) are manufactured in accordance with any patented invention or are goods to which any protected design has been applied; or
- (b) are imported under a foreign trade mark; or
- (c) are imported for sale, other disposal or use under a foreign trade mark,

the normal price shall be determined on the assumption that it includes the value of the right to use the patent, design or trade mark in respect of the goods.

ANNEX II

Interpretative Notes to the Definition of Value

Addendum to Article I

Note 1

The time when the duty becomes payable, referred to in paragraph (1) of Article I shall be determined in accordance with the legislation of each country and may be, for example, the time at which the goods declaration for home use is duly lodged or registered, the time of payment of customs duty or the time of release of the goods.

Note 2

Les frais visés à l'Article I, paragraphe (2), alinéa (b), comprennent notamment :

- les frais de transport,
- les frais d'assurance,
- les commissions,
- les courtages,
- les frais d'établissement, en dehors du pays d'importation, des documents relatifs à l'introduction des marchandises dans le pays d'importation, y compris les droits de chancellerie.
- les droits et taxes exigibles en dehors du pays d'importation, à l'exclusion de ceux dont les marchandises auraient été exonérées ou dont le montant aurait été remboursé ou devrait être remboursé,
- le coût des emballages, à l'exclusion de ceux qui suivent leur régime propre; les frais d'emballage (main-d'oeuvre, matériel ou autres frais),

- les frais de chargement.

Note 3

Le prix normal sera déterminé en supposant que la vente porte sur la quantité des marchandises à évaluer.

Note 4

Lorsque les éléments retenus pour la détermination de la valeur ou du prix payé ou à payer sont exprimés dans une monnaie autre que celle du pays d'importation, le taux de change à retenir pour la conversion est le taux de change officiel en vigueur dans ce pays.

Note 5

L'objet de la Définition de la Valeur est de permettre, dans tous les cas, le calcul des droits de douane sur la base du prix auquel un acheteur quelconque pourrait se procurer les marchandises importées, lors d'une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence, au port ou lieu d'introduction dans le pays d'importation. Cette conception est d'une portée générale; elle est applicable, que les marchandises importées aient fait ou n'aient pas fait l'objet d'un contrat de vente et quelles que soient les conditions de ce contrat.

Mais l'application de cette Définition implique une enquête sur les prix pratiqués au moment de l'évaluation. Dans la pratique, lorsque les marchandises importées font l'objet d'une vente bona fide, le prix payé ou à payer en vertu de cette vente pourra être considéré en général comme une indication valable pour déterminer le prix normal visé dans la Définition. En conséquence, le prix payé ou à payer pourra sans inconvénient être retenu comme base de l'évaluation et il est recommandé aux Administrations douanières de l'admettre comme valeur des marchandises en question, sous réserve :

Note 2

The "costs, charges and expenses" mentioned in Article I, paragraph (2) (b) include, *inter alia*, any of the following:

- carriage and freight;
- insurance;
- commission;
- brokerage;
- costs, charges and expenses of drawing up outside the country of importation documents incidental to the introduction of the goods into the country of importation, including consular fees;
- duties and taxes applicable outside the country of importation except those from which the goods have been exempted or have been or will be relieved by means of refund;
- cost of containers excluding those which are treated as separate articles for the purpose of levying duties of customs, cost of packing (whether for labour, materials or otherwise);
- loading charges.

Note 3

The normal price shall be determined on the assumption that the sale is a sale of the quantity to be valued.

Note 4

Where the determination of the value or of the price paid or payable depends upon factors which are expressed in a currency other than that of the country of importation, the foreign currency shall be converted into the currency of the importing country at the official rate of exchange of that country.

Note 5

The object of the Definition of Value is to make it possible in all cases to calculate the duties payable on the basis of the price at which imported goods are freely available to any buyer on a sale in the open market at the port or place of introduction into the country of importation. It is a concept for general use and is applicable whether or not the goods are in fact imported under a contract of sale, and whatever the terms of that contract.

But the application of the Definition implies an enquiry into current prices at the time of valuation. In practice, when imported goods are the subject of a *bona fide* sale, the price paid or payable on that sale can generally be considered as a valid indication of the normal price mentioned in the Definition. This being so, the price paid or payable can reasonably be used as a basis for valuation, and Customs Administrations are recommended to accept it as the value of the goods in question, subject:

- (a) des dispositions à prendre en vue d'éviter que des droits ne soient éludés au moyen de prix ou de contrats fictifs ou faux;
- (b) et d'éventuels ajustements de ce prix jugés nécessaires pour tenir compte des éléments qui, dans la vente considérée, différeraient de ceux que retient la Définition de la Valeur.

Les ajustements visés au paragraphe (b) ci-dessus concernent notamment les frais de transport et les autres frais visés au paragraphe (2) de l'Article I et à la Note 2 de l'Addendum à l'Article I, ainsi que les escomptes ou autres réductions de prix consentis aux représentants exclusifs ou concessionnaires uniques, les escomptes anormaux ou toute autre réduction sur le prix usuel de concurrence.

Addendum à l'Article III

Note 1

Les dispositions de l'Article III n'apportent aucune restriction aux dispositions des Articles I et II.

Note 2

Les dispositions de l'Article III peuvent également être rendues applicables aux marchandises importées pour faire l'objet, après ouvraison complémentaire, soit d'une vente ou d'un autre acte de disposition sous une marque de fabrique ou de commerce étrangère, soit d'une utilisation sous une telle marque.

Note 3

Une marque de fabrique ou de commerce sera considérée comme une marque de fabrique ou de commerce étrangère, si elle est la marque :

- (a) soit d'une personne quelconque qui, en dehors du pays d'importation, aurait cultivé, produit, fabriqué ou mis en vente les marchandises à évaluer, ou serait autrement intervenue à leur sujet;
- (b) soit d'une personne quelconque associée en affaires avec toute personne désignée à l'alinéa (a) ci-dessus;
- (c) soit d'une personne quelconque dont les droits sur la marque sont limités par un accord avec toute personne désignée aux alinéas (a) ou (b) ci-dessus.

Addendum Général

Il est recommandé que la notion de la valeur, telle qu'elle résulte de la Définition et des présentes Notes Interprétatives, soit utilisée pour la détermination de la valeur de toutes les marchandises qui doivent être déclarées en douane, y compris les marchandises exemptes de droits et les marchandises passibles de droits spécifiques.

- (a) to proper safeguards aimed at preventing evasion of duty by means of fictitious or colourable contracts or prices; and
- (b) to such adjustments of that price as may be considered necessary on account of circumstances of the sale which differ from those envisaged in the Definition of Value.

Adjustment under paragraph (b) above may in particular be required with reference to freight and other expenses dealt with in paragraph (2) of Article I and Note 2 of the Addendum to Article I, or with reference to discounts or other reductions in price granted in favour of sole agents or sole concessionaires, or to any abnormal discount or any other reduction from the ordinary competitive price.

Addendum to Article III

Note 1

The provisions of Article III do not restrict the provisions of Articles I and II.

Note 2

The provisions of Article III may also be applied to goods imported for sale, other disposal or use, after further manufacture, under a foreign trade mark.

Note 3

A trade mark shall be treated as a foreign trade mark if it is the mark of:

- (a) any person by whom the goods to be valued have been grown, produced, manufactured, offered for sale or otherwise dealt with outside the country of importation; or
- (b) any person associated in business with any person referred to in (a) above; or
- (c) any person whose rights in the mark are restricted by an agreement with any person referred to in (a) or (b) above.

General Addendum

It is recommended that the concept of value expressed by the Definition and these Interpretative Notes be employed for the valuing of all goods subject to customs declaration, including duty-free goods and goods liable to specific customs duties.

ACCEPTANCES

| | <i>Country</i> | <i>Date of receipt</i> |
|--------------------------------|----------------|------------------------|
| Austria | | 12 March 1971 |
| Belgium | | 13 October 1969 |
| Denmark | | 7 August 1967 |
| Finland | | 2 October 1967 |
| France | | 28 November 1968 |
| Federal Republic of Germany | | 22 November 1969 |
| extended to Land Berlin | | 20 April 1970 |
| Greece | | 19 December 1969 |
| Haiti | | 9 September 1968 |
| Republic of Ireland | | 29 April 1969 |
| Italy | | 3 August 1967 |
| Ivory Coast | | 13 August 1971 |
| Kenya | | 17 May 1971 |
| Korea | | 3 February 1970 |
| Luxembourg | | 18 September 1967 |
| Netherlands | | 4 March 1971 |
| Norway | | 20 October 1967 |
| Pakistan | | 21 September 1968 |
| Portugal | | 7 May 1969 |
| Rwanda | | 23 October 1967 |
| Spain | | 14 June 1971 |
| Sweden | | 27 December 1968 |
| Tunisia | | 1967 |
| Turkey | | 18 January 1972 |
| Uganda | | 3 January 1972 |
| United Kingdom | | 30 November 1967 |
| Yugoslavia | | 13 February 1968 |

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

Government Bookshops

49 High Holborn, London WC1V 6HB

13a Castle Street, Edinburgh EH2 3AR

109 St Mary Street, Cardiff CF1 1JW

Brazennose Street, Manchester M60 8AS

50 Fairfax Street, Bristol BS1 3DE

258 Broad Street, Birmingham B1 2HE

80 Chichester Street, Belfast BT1 4JY

*Government publications are also available
through booksellers*